



VISA 35 dénonce la criminalisation de l'antifascisme et la banalisation des violences de l'extrême droite

Depuis les affrontements survenus à Lyon, avec la mort d'un jeune néo-fasciste, une véritable campagne médiatico-politique s'est déployée pour criminaliser l'antifascisme.

La mort d'un jeune homme est toujours à déplorer, elle intervient dans un contexte de violences politiques qui durent à Lyon depuis plus de 15 ans. En effet depuis le début des années 2010, la vie politique, syndicale et sociale lyonnaise est marquée par de nombreuses agressions et violences de l'extrême-droite contre des lieux, des événements ou des personnes en raison de leur appartenance syndicale, politique, à la communauté LGBTQIA+ ou simplement parce qu'elles sont racisées. **Nos organisations ont à de multiples reprises dénoncé ces violences d'extrême-droite, dans un silence médiatique assourdissant** et sans qu'une véritable action de l'État permet réellement de mettre fin à ces violences. Au niveau national, il y a eu en 4 ans pas moins de 11 décès et une vingtaine de blessés par balles ou armes blanches lors d'agressions menées par des militants fascistes ou racistes.

Au niveau local, les agressions et menaces en provenance de l'extrême droite se sont multipliées également ces dernières années dans notre région et notre département : des jeunes étudiant-es agressé-es et blessé-es sur le campus de Rennes, menaces de mort contre les maires de Callac et Saint-Brévin, menaces de mort contre les journalistes du Poher, agressions de 4 syndicalistes à Lorient avec une arme. Sans compter les dégradations régulières de locaux syndicaux, associatifs et centres LGBT.

Nous entrons dans une période de grande turbulence politique et sociale dont l'extrême droite, sans surprise, cherche à tirer profit et face à laquelle nous devons garder la tête froide et les idées claires. Les pressions et interférences politiques ne doivent se substituer au travail de la justice. Sur le terrain, c'est par notre action collective, organisée, de classe, de masse et déterminée que nous gagnerons.

Le syndicalisme antifasciste ne glorifie pas la mort : il l'abhorre. Il l'abhorre pour la raison simple que **nous luttons précisément pour une vie libre, affranchie de l'exploitation et de toute forme de domination.**

L'extrême droite, le plus grand et plus terrible ennemi de notre classe, n'a au contraire que faire de la vie. Ses militant-es instrumentalisent la mort pour servir leur ignoble projet raciste, nationaliste, sexiste, xénophobe et bien sûr, antisocial.

Dans une totale inversion des valeurs, cette instrumentalisation glorifie les nervis fascistes et criminalise l'antifascisme.

La banalisation de l'extrême droite connaît donc une nouvelle accélération. Il est désormais clair qu'une frange de plus en plus importante de l'élite patronale, médiatique, et politique a décidé de pactiser avec l'extrême droite. Les avocat-es du Capital, dont le premier d'entre eux Emmanuel Macron, ne font passer leurs régressions sociales qu'à l'aide d'autoritarisme

et de passage en force institutionnel qui piétinent l'esprit de notre démocratie. Les résistances ouvrières, sociales et populaires, bien que trop souvent éparses, arrivent tout de même à freiner ces régressions néolibérales. Cela est manifestement trop pour un capital aux abois prêt à l'ultime compromission pour maintenir son système, ses prérogatives, ses privilèges et ses profits !

Il s'agit ainsi de faire porter la responsabilité de la violence aux franges les plus combatives de la gauche politique et sociale, dans **un inversement de valeurs totalement grossier, mais qui bénéficie de la puissante caisse de résonance des médias de milliardaires d'extrême droite et de droite extrême**, et de la connivence de trop nombreux médias de masse. Nous refusons toute remise en cause des libertés publiques et syndicales. Le droit de manifester, de s'organiser, de se syndiquer, de contester et de critiquer le pouvoir est au cœur de toute démocratie réelle. **Criminaliser l'antifascisme ou assimiler les mobilisations sociales à des menaces pour l'ordre public constitue une atteinte grave à ces libertés fondamentales.**

La France insoumise et ses militant·es se voient odieusement jeter en pâture et sont au centre de cette criminalisation. Mais ne nous y trompons pas, toute la gauche sociale, politique, associative, le syndicalisme dans son ensemble seront balayés si nous ne faisons pas front commun.

D'ores et déjà à Rennes, des militant·es politiques et/ou syndicaux·ales sont menacé·es nominativement par des tags, leur tête mis à prix sur les réseaux sociaux. L'« influenceur » d'extrême-droite Le Jarl fait des vidéos en mettant une cible dans le dos à un militant. Au niveau national, des dizaines de permanences d'élue·s, de locaux politiques ou syndicaux sont dégradés, des bars réputés de gauche sont attaqués, des client·es blessé·es. L'extrême-droite la plus radicale parade dans les rues et veut continuer à le faire dans les prochaines semaines. Nous apportons à toutes les organisations, et militant·es qui subissent cette violence un soutien sans faille !

Les forces du mouvement social, syndical, associatif et politique doivent faire front commun. C'est dans le rassemblement, dans la solidarité active, que nous pourrons faire obstacle à la banalisation de l'extrême droite.

Nous ne nous résignerons jamais à l'avènement du fascisme ! Nous continuerons à revendiquer nos engagements antifascistes. L'antifascisme c'est l'auto-défense, politique, sociale, syndicale, contre la bête immonde ! L'antifascisme c'est défendre nos conquêtes, nos libertés, nos vies !

**Aujourd'hui plus que jamais, et tant qu'il le faudra,
nous sommes toutes et tous antifascistes !**



Contact : 35.visa@proton.me